

ASSOCIAZIONI

Compresi i Rendiconti Ufficiali del Parlamento: ... Roma ... Per tutto il Regno ...

GAZZETTA UFFICIALE DEL REGNO D'ITALIA

INSERZIONI

ANNUNZI giudiziari, cent. 25. Ogni altro avviso cent. 80 per linea di colonna e spazio di linea.

AVVERTENZE

Le Associazioni e le inserzioni si ricevono alla Tipografia Eredi Bottaia in Roma, via dei Lucchesi, n. 4. ... Nelle Provincie del Regno ed all'Estero agli Uffici postali.

PARTE UFFICIALE

Il N. 1876 (Serie 2°) della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:

VITTORIO EMANUELE II

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE RE D'ITALIA

Visto l'art. 5 dello Statuto fondamentale del Regno;

Sentito il Consiglio dei Ministri, Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli Affari Esteri, Abbiamo decretato e decretiamo quanto segue:

Articolo unico. Piena ed intera esecuzione sarà data alla convenzione fra l'Italia e la Svizzera, conclusa a Berna il 31 dicembre 1873, per rettificare il paragrafo 4° del processo verbale del 9 agosto 1867 relativo alla delimitazione della frontiera italo-elvetica fra Brusio e Tirano, nonché al compromesso arbitrato fra l'Italia e la Svizzera, sottoscritto parimenti a Berna il 31 dicembre 1873, circa la fissazione definitiva della frontiera italo-elvetica nel luogo detto Alpe di Cravairola, di ambedue i quali atti le ratificazioni vennero scambiate a Berna il 25 marzo 1874.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserito nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 16 aprile 1874.

VITTORIO EMANUELE

VISCONTI-VEPOSTA.

VITTORIO EMANUELE II

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE RE D'ITALIA

A tutti coloro che le presenti vedranno, salute.

Essendo stata conclusa tra l'Italia e la Svizzera una convenzione riguardante la rettificazione del paragrafo 4° del processo verbale di delimitazione della frontiera italo-svizzera fra Brusio e Tirano, fissata a Andeer il 9 agosto 1867, in esecuzione della convenzione di Tirano (Piatta-Mala) del 27 agosto 1863; e dai rispettivi plenipotenziari sottoscritta a Berna il trentun dicembre milleottocentesellantatré;

Convenzione del tenore seguente:

Sa Majesté le Roi d'Italie et le Conseil fédéral de la Confédération Suisse, désirant rectifier une erreur commise dans la délimitation de la frontière italo-suisse, entre Brusio et Tirano, à l'entrée de la vallée de Poschiavo, telle qu'elle fut arrêtée le 9 août 1867 à Andeer, entre les Commissaires des deux Gouvernements, en exécution de la convention signée à Tirano (Piatta-Mala) le 27 août 1863, ont résolu de conclure à cet effet une convention et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi d'Italie, monsieur le chevalier Louis Amédée Melegari Sénateur du Royaume, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près la Confédération Suisse; et Le Conseil fédéral suisse, monsieur Paul Ceresole, président de la Confédération Suisse, Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, sont convenus des articles suivants:

Art. 1er Le paragraphe 4 du procès-verbal de bornage rédigé le 9 août 1867 à Andeer par les Commissaires du Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie et de la Confédération Suisse, en exécution de la convention de Tirano (Piatta-Mala) du 27 août 1863 et dont suit mot à mot la teneur:

« § 4. — Tirano-Brusio.

- « Royaume d'Italie
« Province de Sondrio
« Commune de Tirano
« Confédération Suisse
« Canton des Grisons
« Commune de Brusio

« Borne N. 1. — Sur la route de Poschiavo à Tirano et du côté occidental, on a planté une grande borne carrée, portant le N. 1, en granite de 0 m. 60 c. de côté et 1 m. 50 c. d'élévation.

« La face du côté du chemin porte l'inscription Confine et au-dessous la millésime 1865.
« Le côté méridional porte les mots Confine Italieno, et le côté septentrional Confine Suisse.

« Elle est à 9 m. 60 c. de l'angle sud-ouest du bâtiment de la nouvelle douane suisse.

« Borne N. 2. — A partir de ce point et en se dirigeant à l'ouest, on a planté une

borne N. 2, à cent soixante cinq mètres de la première et à l'ouest du sentier qui, de la Madone de Tirano, conduit à Scala et à Cavajonne (petites alpes) à 51 mètres au nord de l'abri servant d'observatoire aux douaniers italiens.

« Cette borne avec la première et le rocher dit de la Guna, fixent une ligne droite et déterminent la ligne limite à l'ouest de la route. L'angle que cette droite fait avec le Méridien magnétique est de — 105°.

« A partir du dit rocher de la Guna, bien déterminé et bien indiqué par les cartes et les plans du Cadastre, et qui est éloigné de la borne n. 2 de 180m (mesure graphique), la limite suit les crêtes, conformément au texte de la convention.

« Borne N. 3. — Pareillement, de la première borne, mais en allant du côté d'orient, dans la direction d'un rocher d'une forme toute particulière, qu'on appelle le Sasso del Gallo, on a planté, sur un petit pré, lieu dit Ronco, au dessus du premier ravin, une borne n. 3.

« Borne N. 4. — En continuant dans la même direction, on a placé une autre borne, en granite comme les précédentes, portant le n. 4, au bord oriental d'un sentier dit de la Remigio, qui de Tirano conduit à Pradascio et à S. Remigio.

« Sasso del Gallo. — En continuant encore on trouve le Sasso del Gallo, qui, avec les bornes n. 1, 3 et 4, détermine une ligne droite, faisant avec le méridien magnétique un angle de + 54° et trace la limite suivant le texte de la convention.

« La distance qui sépare la grande borne n. 1 du Sasso del Gallo, point fixe de la nouvelle limite, à l'orient du chemin de Poschiavo à Tirano, est de 1095m (mesure graphique).

« Du Sasso del Gallo, sur lequel on a gravé d'un côté une croix avec l'initiale J et de l'autre côté aussi une croix avec l'initiale S, et qui d'ailleurs est bien déterminé et bien indiqué sur les cartes et les plans, la ligne limite se prolonge jusqu'aux crêtes servant de limites actuelles. — Sera considéré à l'avenir par les hautes parties contractantes comme nul et non avenue.

Art. 2me Le dit paragraphe 4 sera remplacé par le procès-verbal signé le 3 octobre 1872 à Lugano, par les Commissaires du Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie et de la Confédération Suisse, et dont suit la teneur:

« § 1er — Il sera placé une borne frontière sur la rive gauche du Poschiavino et sur le prolongement de la ligne limite déterminée: 1° par la borne de la Lugghina; 2° par la borne placée près de l'abri des douaniers italiens sur le bord occidental du sentier de Cavajonne et 3° par la borne plantée sur le côté occidental de la route de Tirano à Poschiavo.

« § 2er — A partir de cette borne frontière nouvelle, la limite d'Etat se dirigera en ligne droite sur le rocher situé près du sentier de S. Remigio, près de la petite chapelle dite Sentella del Sasso del Gallo.

« Il sera placé entre ces deux bornes frontière un nombre suffisant de bornes intermédiaires pour qu'elles soient visibles de l'une à l'autre.

« § 3er — Du rocher mentionné à l'article 2, la limite d'Etat se dirigera en ligne droite jusqu'au sommet du Masuccio en passant par la borne dite de Cavajonne, qui est reconnue borne d'Etat.

« Il sera pareillement placé entre le dit rocher et le sommet du Masuccio un nombre suffisant de bornes intermédiaires, pour qu'elles soient visibles de l'une à l'autre.

Art. 3me La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées au même lieu et le même jour que les ratifications du compromis arbitral conclu à Berna le 31 décembre 1873 concernant la fixation définitive de la frontière italo-suisse, au lieu dit Alpe de Cravairola.

Art. 4me La présente convention sera exécutée par des délégués des deux Etats contractants et le Gouvernement du Canton des Grisons sera invité à se faire représenter à l'opération du bornage.

Cette opération aura lieu aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leur cachet.

Fait à Berna en double expédition le trentun décembre mil huit cent soixante-treize.

Le Plénipotentiaire d'Italie (L. S.) Melegari.

Le Plénipotentiaire de Suisse (L. S.) Ceresole.

Noi avendo veduto ed esaminato la qui sovrascritta convenzione, ed approvandola in ogni e singola sua parte, l'abbiamo accettata, ratificata e confermata, come per le presenti la accettiamo, ratifichiamo e confermiamo. In fede di che, Noi abbiamo firmato di Nostra mano le presenti lettere di ratificazione e vi abbiamo fatto apporre il Nostro Reale sigillo.

Dato a Roma, addì cinque del mese di

marzo l'anno del Signore milleottocentesottantaquattro, vigesimosesto del Nostro Regno.

VITTORIO EMANUELE

Per parte di Sua Maestà il Re Il Ministro Segretario di Stato per gli Affari Esteri VISCONTI-VEPOSTA.

VITTORIO EMANUELE II

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE RE D'ITALIA

A tutti coloro che le presenti vedranno, salute.

Un compromesso d'arbitrato concernente la fissazione definitiva della frontiera italo-svizzera al luogo detto Alpe di Cravairola, essendo stato stipulato tra l'Italia e la Svizzera, e dai rispettivi plenipotenziari sottoscritto a Berna il trentun dicembre milleottocentesellantatré;

Il qual atto è del tenore seguente:

Sa Majesté le Roi d'Italie et le Conseil fédéral de la Confédération Suisse, animés du désir de fixer définitivement la ligne frontière entre le Royaume d'Italie et le Canton du Tessin au lieu dit Alpe de Cravairola et de mettre un terme à un débat plusieurs fois séculaire et d'ailleurs suffisamment instruit par les négociations diplomatiques et expertises successives dont il a été l'objet, ont reconnu la convenance de le résoudre par la voie d'un compromis arbitral, et dans le but de régler les conditions de ce compromis, ils ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi d'Italie, monsieur le chevalier Louis Amédée Melegari, Sénateur du Royaume, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près la Confédération Suisse; et Le Conseil fédéral de la Confédération Suisse, monsieur Paul Ceresole, président de la Confédération Suisse;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonnes et due forme ont arrêté et signé les articles suivants:

Art. 1er La fixation définitive de la ligne frontière qui sépare le territoire italien du territoire de la Confédération Suisse (Canton du Tessin) au lieu dit Alpe de Cravairola, dès le sommet désigné Sonnenhorn à 2788m sur la carte topographique suisse, jusqu'au sommet du Pizzo del Lago gelato 2578m, sera soumise au prononcé d'un tribunal arbitral sous forme de la question suivante: La ligne frontière sous-mentionnée doit-elle, comme l'estime la Suisse, suivre le fait de la chaîne principale, en passant par la Corona di Groppo, Pizzo dei Croselli, Pizzo Piotta, Pizzo del Forno, et Pizzo del Campanaro; ou bien doit-elle, comme l'estime l'Italie, quitter la chaîne principale au sommet désigné Sonnenhorn à 2788m pour descendre vers le ruisseau de la Vallée di Campo et en suivant l'arête secondaire nommée Creta Tremelina (ou Mosso del Lodano 2356m sur la carte suisse), rejoindre la chaîne principale au Pizzo del Lago gelato?

Art. 2me Les hautes parties contractantes admettront la sentence arbitrale qui interviendra et reconnaîtront comme définitive la ligne frontière qu'elle aura déterminée.

Il est bien entendu que l'arbitrage ne portera que sur la question de la frontière d'Etat sans préjudice aux droits privés des tiers sur le territoire en question.

Les contestations qui pourraient naître de la revendication ou de l'exercice de ces droits ressortiront aux tribunaux civils de l'Etat dont le dit territoire sera reconnu faire partie.

Art. 3me Les arbitres seront au nombre de deux. Chacune des hautes parties contractantes en désignera un, qui devra être agréé par l'autre partie.

La nomination des arbitres suivra immédiatement l'échange des ratifications du présent compromis.

Les arbitres se réuniront dans la ville de Milan, aussitôt que possible après leur nomination et au jour qui leur paraîtra le plus convenable; ils informeront les deux Gouvernements intéressés de la date choisie par eux pour leur réunion.

Art. 4me Avant toute autre opération les arbitres éliront un sur-arbitre, qui sera appelé à prononcer sur la question qui leur est soumise, dans le cas où eux-mêmes ne pourraient pas tomber d'accord sur la solution à lui donner.

Le sur-arbitre ne pourra être ni citoyen italien ni citoyen suisse.

Il ne prendra part aux opérations des arbitres que lorsque ceux-ci auront constaté expressément l'impossibilité de résoudre eux-mêmes la question qui leur est soumise et la nécessité de recourir au sur-arbitre.

Les arbitres communiqueront le choix qu'ils auront fait d'un sur-arbitre aux deux Gouvernements intéressés.

Art. 5me Les arbitres tiendront un procès-verbal régulier de leurs opérations. Ce procès-verbal sera fait en deux expéditions signées par les arbitres.

Le jugement devra également être rédigé par écrit et signé, en double expédition, pour être

communiqué, après le procès-verbal ci-dessus aux deux Gouvernements intéressés.

Les arbitres choisiront dans ce but un secrétaire, dont ils fixeront eux-mêmes la rémunération: Ils joindront au procès-verbal de leurs opérations le compte des frais généraux occasionnés par l'arbitrage.

Art. 6me Chacune des hautes parties aura la faculté de se faire représenter, à ses frais, devant les arbitres par un ou deux agents et, par l'intermédiaire de ceux-ci, de présenter les documents, mémoires, contre-mémoires et actes quelconques qu'elle croira de nature à éclairer la cause.

Les agents pourront assister à toutes les opérations des arbitres sauf aux délibérations sur le jugement.

Les hautes parties contractantes s'engagent à se communiquer réciproquement, par l'intermédiaire de leurs agents respectifs, les mémoires, documents et actes quelconques qu'elles soumettront aux arbitres.

En général les communications réciproques entre les arbitres et les Gouvernements intéressés se feront par l'intermédiaire des agents respectifs des dits Gouvernements.

Art. 7me Le frais de l'arbitrage seront répartis par portions égales entre les deux Etats intéressés.

Art. 8me Les hautes parties contractantes s'engagent à procéder aussitôt que faire se pourra à l'exécution du jugement arbitral.

Art. 9 Le présent compromis sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Berna en même temps que celles de la convention signée aujourd'hui 31 décembre 1873 concernant la rectification de la frontière entre Brusio et Tirano.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé ce compromis arbitral et y ont apposé leur cachet.

Fait à Berna en double expédition, le trentun décembre mil huit cent soixante-treize.

Le Plénipotentiaire d'Italie (L. S.) Melegari.

Le Plénipotentiaire de Suisse (L. S.) Ceresole.

Noi avendo veduto ed esaminato il qui sovrascritto compromesso di arbitrato, ed approvandolo in ogni e singola sua parte, lo abbiamo accettato, ratificato e confermato, come per le presenti lo accettiamo, ratifichiamo e confermiamo. In fede di che, Noi abbiamo firmato di Nostra mano le presenti lettere di ratificazione e vi abbiamo fatto apporre il Nostro Reale sigillo.

Dato a Roma, addì cinque del mese di marzo l'anno del Signore milleottocentesottantaquattro, vigesimosesto del Nostro Regno.

VITTORIO EMANUELE

Per parte di Sua Maestà il Re Il Ministro Segretario di Stato per gli Affari Esteri VISCONTI-VEPOSTA.

Il N. 1888 (Serie 2°) della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:

VITTORIO EMANUELE II

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE RE D'ITALIA

Veduti i Nostri decreti 12 settembre 1869, n° 5290 e 5291, col primo dei quali il Collegio dei Cinesi in Napoli fu riconosciuto come ente morale col nome di Reale Collegio Asiatico, e si provvide all'amministrazione del medesimo; e coll'altro fu provveduto all'ordinamento degli studi e delle discipline nel collegio stesso;

Vedute le dimissioni del Consiglio amministrativo del collegio, le quali furono accettate; Considerata la necessità di riordinare il collegio così nella parte che riguarda gli studi, come in quella che riguarda l'amministrazione dei beni e l'indirizzo dell'istituto;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per l'Interno, reggente il Ministero della Pubblica Istruzione, Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1. Sarà nominata una Commissione col mandato di studiare e proporre le riforme didattiche, economiche ed educative da introdursi nell'ordinamento del Collegio Asiatico di Napoli.

Art. 2. Per provvedere al migliore andamento del collegio, sino a che la Commissione predetta abbia compiuto il suo incarico, sarà nominato un commissario governativo temporaneo per l'amministrazione, e un direttore degli studi, pure temporaneo.

Art. 3. Al predetto Nostro Ministro è commessa la nomina delle persone a cui affidare gli incarichi contemplati dagli articoli precedenti.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserito nella Rac-

colta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 16 aprile 1874.

VITTORIO EMANUELE

G. CANTELLI.

Il N. 1891 (Serie 2°) della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:

VITTORIO EMANUELE II

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE RE D'ITALIA

Riconosciuto il bisogno di provvedere opportunamente perché il ginnasio fondato in Adria coi beni del fu nobile Carlo Bocchi sia ordinato con le norme proprie di somiglianti istituti a termini delle leggi scolastiche in vigore;

Veduto il parere del Consiglio di Stato in data del 24 di agosto 1872;

Veduto egualmente il parere e le proposte del Consiglio superiore pel conseguimento del fine anzidetto;

Sulla proposta del Nostro Segretario di Stato Ministro per l'Interno, reggente il Dicastero della Pubblica Istruzione, Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1. La fondazione scolastica del fu nobile Carlo Bocchi in Adria sarà amministrata e governata da una Deputazione composta di tre persone nominate dal Nostro Ministro della Pubblica Istruzione, e proposte ad esso rispettivamente una da monsignor vescovo di Adria, l'altra dal prefetto della provincia di Rovigo e la terza dalla Giunta comunale di Adria.

Art. 2. I deputati dureranno in ufficio cinque anni e potranno, con le stesse norme fissate nell'articolo, precedente essere confermati.

Art. 3. Uno speciale regolamento approvato dal Nostro Ministro per la Pubblica Istruzione, darà le norme per l'amministrazione e l'ordinamento degli studi nel ginnasio.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserito nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 16 aprile 1874.

VITTORIO EMANUELE

G. CANTELLI.

Il N. 1896 (Serie 2°) della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:

VITTORIO EMANUELE II

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE RE D'ITALIA

Veduto il Messaggio in data del 25 aprile corrente, col quale l'Ufficio di Presidenza della Camera dei deputati notificò essere vacante il Collegio di Budrio n. 63;

Veduto l'articolo 63 della legge per le elezioni politiche, 17 dicembre 1860, n. 4513; Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli Affari dell'Interno, Abbiamo decretato e decretiamo:

Il Collegio elettorale di Budrio numero 63 è convocato pel giorno 17 maggio p. v. affinché proceda alla elezione del proprio deputato.

Occorrendo una seconda votazione, essa avrà luogo il giorno 24 stesso mese.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserito nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 29 aprile 1874.

VITTORIO EMANUELE

G. CANTELLI.

Sulla proposta del Ministro segretario di Stato per gli Affari della Guerra, Sua Maestà ha, in udienza del 19 aprile 1874, fatta la seguente disposizione: Gay Nicola, tenente nell'arma del genio, in aspettativa per riduzione di corpo, richiamato all'effettivo servizio nell'arma stessa.

MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI

Fra il Governo di S. M. il Re e quello di S. M. l'Imperatore d'Austria e Re d'Ungheria fu di recente scambiata una

Dichiarazione Ministeriale concernente la legalizzazione dei documenti rilasciati in uno dei due paesi per farne uso nell'altro, la quale dichiarazione è del seguente tenore: Il Reale Governo Italiano e l'Imperiale e Reale Go-

verano Austriaco sono convenuti nelle seguenti disposizioni circa la legalizzazione dei documenti rilasciati nel territorio di una delle due parti e di cui deve farsi uso in quello dell'altra.

I documenti emanati o legalizzati da tribunali e notari, e rivestiti della legalizzazione delle presidenze dei tribunali superiori (Oberlandesgerichte) di Trieste, Innsbruck o Zara da una parte, ovvero delle presidenze delle Corti di appello di Milano, Brescia o Venezia dall'altra, sono esenti da ogni altra legalizzazione diplomatica o consolare, purchè la formula della legalizzazione sia anche dalle presidenze dei tribunali superiori austriaci apposta in lingua italiana, e purchè i documenti legalizzati dalle presidenze dei tribunali superiori di Trieste, Innsbruck o Zara abbiano a servire in uno dei distretti delle Corti d'appello di Milano, Brescia o Venezia, e rispettivamente i documenti legalizzati dalle presidenze delle Corti d'appello di Milano, Brescia o Venezia abbiano a servire in uno dei circondari dei tribunali superiori in Trieste, Innsbruck o Zara.

Sono però eccettuati dalla esenzione quei documenti che si debbono presentare in Italia allo scopo di fare eseguire una iscrizione nei registri dello stato civile, ed in base ai quali si abbia da fare in Austria una iscrizione nelle matricole di nascita, di matrimonio o di morte, o che servano a dimostrare od ottenere il domicilio legale o la nazionalità in Austria.

I documenti che debbono servire a questi effetti dovranno anche in avvenire essere rivestiti della legalizzazione ufficiale diplomatica o consolare.

La fede di ciò è sottoscritto Ministro Segretario di Stato per gli Affari Esteri di Sua Maestà il Re d'Italia ha munto della sua firma questa Dichiarazione, la quale verrà scambiata con una corrispondente Dichiarazione del Ministero di Sua Maestà Imperiale e Reale Apostolica, ed alla medesima ha apposto il sigillo del suo Ministero.

Fatta in Roma, addì 21 marzo 1874.
VISCONTI-VENOSTA.

La Dichiarazione austro-ungarica porta la data di Vienna 7 febbraio 1874.

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Avviso di concorso.

Sono vacanti nella Biblioteca nazionale di Firenze, e saranno conferiti per concorso, tre posti di distributore; l'uno dei quali è di terza classe con l'anno sti-

pendio di millequattrocento lire, l'altro pure di terza classe con l'anno stipendio di lire millesecento, il terzo di quarta classe con lo stipendio di lire millesecento, per quest'anno; e nell'anno avvenire lo stipendio dei due distributori di terza classe sarà portato a lire milleottocento per ciascuno, e quello del distributore di quarta classe a lire millequattrocento.

Il concorso è per titoli e per esami. I titoli concernono studi fatti, gradi accademici ottenuti, opere pubblicate e servizi prestati al paese.

L'esame sarà orale e in iscritto su le seguenti materie: a) Storia e geografia universale, con particolare riguardo alla storia e geografia d'Italia; b) Storia letteraria delle principali nazioni e della italiana in ispecie;

c) Lingua latina, analisi grammaticale e traduzioni d'un brano di classico autore; d) Lingua italiana e lingua francese; e) Bibliologia.

Chi voglia concorrere ai detti posti deve mandare, prima del primo di giugno prossimo avvenire, la sua domanda su carta bollata da una lira e i suoi titoli al Ministero della Istruzione Pubblica.

Roma, addì 29 aprile 1874.
Il Direttore Capo della 2ª Divisione REXASCO.

DIREZIONE GENERALE DEI TELEGRAFI

Avviso.

La nuova linea telegrafica sottomarina fra l'Italia e l'Egitto, di cui la prima sezione è aperta al pubblico servizio fin dal 24 gennaio scorso, è ora compiutamente attivata.

La tassa del telegramma semplice (20 parole) fra l'Italia e l'Egitto per questa nuova via è di lire 24 per Alessandria e di lire 29 per gli altri uffici egiziani.

Dal 1º maggio cessa quindi la riduzione provvisoria della tassa dei telegrammi scambiati fra l'Italia e l'Egitto via Malta.

La tassa per questa linea ritorna ad essere di lire 31 per Alessandria e lire 36 per gli altri uffici egiziani. Si fa noto in ultimo che è stata attivata alla corrispondenza internazionale una comunicazione telegrafica coll'Isola d'Elbe (Grecia).

La tassa del telegramma semplice è di lire 8 a partire da qualunque ufficio italiano.

Firenze, 29 aprile 1874.

MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI

ELENCO degli atti di morte pervenuti dall'estero nel mese di marzo dell'anno corrente.

Table with 4 columns: COGNOME E NOME DEL DEFUNTO, LUOGO D'ORIGINE o DOMICILIO DEL DEFUNTO, LUOGO in cui il decesso è avvenuto, LEGIONE o CONSOLATO da cui l'atto fu trasmesso. Lists names like Ascione Francesco, Albini Giuseppe, Aziole Pietro, etc.

Segue ELENCO degli atti di morte pervenuti dall'estero nel mese di marzo dell'anno corrente.

Table with 4 columns: COGNOME E NOME DEL DEFUNTO, LUOGO D'ORIGINE o DOMICILIO DEL DEFUNTO, LUOGO in cui il decesso è avvenuto, LEGIONE o CONSOLATO da cui l'atto fu trasmesso. Lists names like Mainetto Aurelia, Mormiroli Carlo, Marchetti Antonio, etc.

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

1ª pubblicazione per rettifica d'intestazione. Si è dichiarato che la rendita seguita dal consolidato 5 per 100, cioè n. 125433 d'iscrizione sui registri della Direzione generale (corrispondente al n. 3083 della soppressa Direzione di Napoli) per lire 255, al nome di Massarotti Giuseppe fu Benedetto;

N. 194947 (Firenze) corrispondente al n. 12007 (Napoli) di lire 50, a favore di Massarotti Giuseppe fu Benedetto;

N. 241587 (Firenze) corrispondente al n. 189647 (Napoli) di lire 45, a favore di Massarotti Maria-Giuseppa fu Benedetto, moglie di Giuseppe Gioacchia;

N. 284976 (Firenze) corrispondente al n. 101836 (Napoli) di lire 45, a favore di Massarotti Giuseppe fu Benedetto, maritata con Giuseppe Gioacchia;

N. 102804 di lire 110 e n. 589436 di lire 95, entrambi iscritti nei registri della Direzione generale, a favore di Massarotti Maria-Giuseppa fu Benedetto, moglie di Giuseppe Gioacchia, sono state col intestate per errore occorse nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito Pubblico, mentrechè spettano a Massarotti Maria-Giuseppa fu Benedetto, moglie di Giuseppe Gioacchia, domiciliata in Napoli, vera proprietaria delle rendite stesse.

A termini dell'articolo 73 del regolamento sul Debito Pubblico, si diffida chiunque possa avere interesse, che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non siano state notificate opposizioni a questa Direzione generale, si procederà alla rettifica di detta iscrizione nel modo richiesto.

Firenze, 28 aprile 1874.

Per il Direttore Generale CIAMPOLLELO.

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

1ª pubblicazione per rettifica d'intestazione. Si è dichiarato che la rendita seguita dal consolidato 5 per 100, cioè n. 220095 d'iscrizione sui registri della Direzione generale (corrispondente al n. 87155 della soppressa Direzione di Napoli) per lire 125 al nome di Canger Paola di Raffaele, domiciliata in Napoli, è stata col intestata per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito Pubblico, mentrechè doveva invece intestarsi a Canger Francesca di Paola di Raffaele, domiciliata in Napoli, vera proprietaria della rendita stessa.

A termini dell'articolo 73 del regolamento sul Debito Pubblico, si diffida chiunque possa avere interesse, che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non siano state notificate opposizioni a questa Direzione generale, si procederà alla rettifica di detta iscrizione nel modo richiesto.

Firenze, 28 aprile 1874.

Per il Direttore Generale CIAMPOLLELO.

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

1ª pubblicazione per rettifica d'intestazione. Si è dichiarato che la rendita seguita dal consolidato 5 per 100, cioè n. 220095 d'iscrizione sui registri della Direzione generale (corrispondente al n. 87155 della soppressa Direzione di Napoli) per lire 125 al nome di Canger Paola di Raffaele, domiciliata in Napoli, è stata col intestata per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito Pubblico, mentrechè doveva invece intestarsi a Canger Francesca di Paola di Raffaele, domiciliata in Napoli, vera proprietaria della rendita stessa.

A termini dell'articolo 73 del regolamento sul Debito Pubblico, si diffida chiunque possa avere interesse, che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non siano state notificate opposizioni a questa Direzione generale, si procederà alla rettifica di detta iscrizione nel modo richiesto.

Firenze, 28 aprile 1874.

Per il Direttore Generale CIAMPOLLELO.

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

1ª pubblicazione per rettifica d'intestazione. Si è dichiarato che la rendita seguita dal consolidato 5 per 100, cioè n. 125433 d'iscrizione sui registri della Direzione generale (corrispondente al n. 3083 della soppressa Direzione di Napoli) per lire 255, al nome di Massarotti Giuseppe fu Benedetto;

N. 194947 (Firenze) corrispondente al n. 12007 (Napoli) di lire 50, a favore di Massarotti Giuseppe fu Benedetto;

N. 241587 (Firenze) corrispondente al n. 189647 (Napoli) di lire 45, a favore di Massarotti Maria-Giuseppa fu Benedetto, moglie di Giuseppe Gioacchia;

N. 284976 (Firenze) corrispondente al n. 101836 (Napoli) di lire 45, a favore di Massarotti Giuseppe fu Benedetto, maritata con Giuseppe Gioacchia;

N. 102804 di lire 110 e n. 589436 di lire 95, entrambi iscritti nei registri della Direzione generale, a favore di Massarotti Maria-Giuseppa fu Benedetto, moglie di Giuseppe Gioacchia, sono state col intestate per errore occorse nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito Pubblico, mentrechè spettano a Massarotti Maria-Giuseppa fu Benedetto, moglie di Giuseppe Gioacchia, domiciliata in Napoli, vera proprietaria delle rendite stesse.

A termini dell'articolo 73 del regolamento sul Debito Pubblico, si diffida chiunque possa avere interesse, che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non siano state notificate opposizioni a questa Direzione generale, si procederà alla rettifica di detta iscrizione nel modo richiesto.

Firenze, 28 aprile 1874.

Per il Direttore Generale CIAMPOLLELO.

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

1ª pubblicazione per rettifica d'intestazione. Si è dichiarato che la rendita seguita dal consolidato 5 per 100, cioè n. 220095 d'iscrizione sui registri della Direzione generale (corrispondente al n. 87155 della soppressa Direzione di Napoli) per lire 125 al nome di Canger Paola di Raffaele, domiciliata in Napoli, è stata col intestata per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito Pubblico, mentrechè doveva invece intestarsi a Canger Francesca di Paola di Raffaele, domiciliata in Napoli, vera proprietaria della rendita stessa.

A termini dell'articolo 73 del regolamento sul Debito Pubblico, si diffida chiunque possa avere interesse, che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non siano state notificate opposizioni a questa Direzione generale, si procederà alla rettifica di detta iscrizione nel modo richiesto.

Firenze, 28 aprile 1874.

Per il Direttore Generale CIAMPOLLELO.

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

1ª pubblicazione per rettifica d'intestazione. Si è dichiarato che la rendita seguita dal consolidato 5 per 100, cioè n. 220095 d'iscrizione sui registri della Direzione generale (corrispondente al n. 87155 della soppressa Direzione di Napoli) per lire 125 al nome di Canger Paola di Raffaele, domiciliata in Napoli, è stata col intestata per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito Pubblico, mentrechè doveva invece intestarsi a Canger Francesca di Paola di Raffaele, domiciliata in Napoli, vera proprietaria della rendita stessa.

A termini dell'articolo 73 del regolamento sul Debito Pubblico, si diffida chiunque possa avere interesse, che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non siano state notificate opposizioni a questa Direzione generale, si procederà alla rettifica di detta iscrizione nel modo richiesto.

Firenze, 28 aprile 1874.

Per il Direttore Generale CIAMPOLLELO.

particolari e tutti pensavano che essi sarebbero stati agevolmente soddisfatti in grazia dei cinque miliardi.

Ed ora? La memoria che il cancelliere dell'impero ha presentato al Reichstag intorno alle somme incassate ed erogate, è stata una vera doccia d'acqua fredda per coloro i quali immaginavano che non si sarebbe mai più veduto il fondo dei 5 miliardi. È una salutare lezione per chiunque fosse tentato di dimenticare che la guerra è il più rovinoso di tutti i giochi. E come aveva ragione il vecchio Montecuccoli quando diceva che per far la guerra occorre denaro e poi denaro e poi ancora denaro!

La Francia ha pagato in totale, senza contare le spese di mantenimento delle truppe tedesche di occupazione, 5 miliardi 567,067,377 fr. equivalenti ad 1 miliardo 484,551,274 talleri. Fu il 5 settembre 1873 che il governo francese ha pagato il saldo di questa somma.

Finora non fu compilato alcun conto particolareggiato; ma ci troviamo già in grado fino d'addosso di prevedere che non rimarrà più gran che di questi famosi 5 miliardi. Questo emerge chiaramente dalle comunicazioni fatte dal cancelliere al Parlamento.

Sulla somma totale, la Germania ha acquistata per 86,666,666 talleri le ferrovie dell'Alsazia-Lorena. Rimangono 1 miliardo 397,884,608 talleri. L'impero, come tale, comincia a levarne per conto suo 600,836,627. Altri tre milioni sono posti da parte a titolo di compensi per casi imprevisti. È soltanto sul residuo che i diversi Stati possono far valere le loro pretese. In altri termini, non resta da dividere fra gli Stati che il 56 per 100 della totalità, ovvero 793 milioni di talleri. A questa somma possono pretendere gli Stati confederati; ma si è ancora lontani dall'operare la distribuzione.

Il modo del riparto è lo stesso per tutto l'impero; ma la Baviera ed il Württemberg avendo una posizione eccezionale e l'Assia meridionale ed il granducato di Baden non avendo accettato i diritti ed i doveri di confederati se non allora che la guerra era già cominciata, le somme da distribuire agli Stati sono molto differenti.

Dedotte ancora 114,715,810 talleri, che vengono prelevati per spese ulteriori comuni, rimarranno le somme seguenti:

Table with 2 columns: State, Amount in Taler. Baviera 90,200,411, Württemberg 28,500,870, Confederaz. del Nord 530,116,053, Baden 20,133,182, Assia 3,333,674.

In tutto 678,264,190 talleri.

Gli Stati dovranno cominciare a fare una quantità di spese militari, di guisa che è difficile precisare quanta parte dell'indennità potrà da loro venire impiegata a beneficio dell'Amministrazione civile.

Un concetto si può farcelo a vedere qual che accade nella Confederazione del Nord. Un quarto soltanto della somma che le spetta, cioè talleri 130,053,188, non sarà consacrata a spese militari. Se si tiene conto del gran numero di Stati che formano la Confederazione e se si fanno ancora le deduzioni inevitabili, si vedrà alle prime che i privati non ritrarranno un troppo gran vantaggio dai miliardi che la Francia ha dovuto pagare alla Germania.

Ma certo è questo fu provato dalle discussioni sulla legge e sul bilancio militare, che l'aumento delle spese diventerà enorme in Prussia ed in tutta la Germania particolarmente nell'amministrazione militare.

Vi è qualche interesse a gettare un colpo d'occhio sulle spese che l'impero ha dovuto fare ed ha potuto sopportare mercè delle somme prelevate sulla contribuzione di guerra.

Tra l'altre vi figurano le seguenti:

Table with 2 columns: Category, Amount in Taler. Fondo imperiale per gli invalidi 187,000,000, Fortezze in Germania 72,000,000, Fortezze in Alsazia e Lorena 40,250,000, Tesoro militare imperiale 40,000,000, Tesoro della marina 30,000,000, Anticipazione per l'amministrazione dell'esercito 6,270,000, Dotazioni a generali ed uomini di Stato 4,000,000, Campo di tiro per l'artiglieria 1,375,000, Indennità di guerra 37,700,000, Indennità alla marina mercantile 5,600,000, Indennità ai tedeschi espulsi dalla Francia 2,000,000, Armamento e disarmo di fortezze 9,847,187, Materiale d'assedio 9,394,821, Ferrovie nell'Alsazia-Lorena e nel Lussemburgo 54,705,887, Fondo di circolazione della Cassa dell'Impero 6,750,000, Palazzo del Parlamento 8,000,000, Invalidi prima della istituzione del fondo dell'Impero 16,069,744.

Questa, conchiude il corrispondente, non è che una parte delle spese che la Germania ha dovuto fare. Non parliamo poi di quegli altri danni materiali e morali che la guerra ha prodotti e che non possono né calcolarsi, né compensarsi.

NOTIZIE VARIE

Annunziamo con piacere, scrive la Gazzetta Livornese, che il nostro concittadino cavaliere Fortunato Cassone capitano di fregata, tornato testè dall'ultimo suo viaggio nei mari Indo Chinesi, ha donato all'Istituto tecnico di

PARTE NON UFFICIALE

VARIETA

I cinque miliardi

« Qual che è avvenuto della indennità dei cinque miliardi. » — Sotto questo titolo, il corrispondente tedesco della Bibliothek Universelle di Losanna scrive: « La somma di cinque miliardi sembra enorme. Si domandò in qual cosa mai l'avremmo potuta impiegare. Si idearono dei progetti impossibili. Si sognò una diminuzione di imposte; si pensò ad un riparto fra i contribuenti; si tracciò sulla carta innumerevoli linee di ferrovie e di canali; si comperarono possidenze coloniali in lontane regioni; ciascuna classe della società, ciascuna città, ciascuna provincia aveva i suoi desiderii

questa città una collezione assai pregevole composta di oltre a cento conchiglie, di alcuni ver-tebrati e di vari campioni di semi. Le conchiglie appartengono a molluschi viventi, e talune si distinguono dalle altre per la loro rarità: sono tutte ben conservate ed in istato di perfetta freschezza. I generi rappresentati da questa prima parte della collezione ascendono a ventidue. Ai vertebrati sono da riferirsi due mas-celle di Pristis (pesce sega), ed un Idrophis (ser-pente marino) di singolare bellezza ed ottimamente conservato. Questo serpente per la sua estrema rarità è da ritenersi come il più prege-vole tra gli oggetti donati. Quanto ai semi ap-partengono tutti a piante tropicali, e vi figu-rano dodici generi: alcuni dei quali sono rap-presentati da specie molto rare.

— Ecco quali sono i segnali ferroviari in uso negli Stati Uniti d'America: Un fischio significa che bisogna abbassare i freni, due fischi levati i freni, tre fischi addietro del tutto: i fischi continui dinotano pericolo; fischi brevi e spediti sono allarme per bestiame; un addio con ambe le mani a livello degli occhi significa avanti, e così un movimento inclinato delle mani colle braccia distese, mentre vuol dire addietro un movimento invitante con una mano. Bandiera rossa fiottante sul binario signifi-ca pericolo, e dice pericolo più avanti quando sventola dai lati della strada.

Una bandiera rossa sopra una locomotiva signifi-ca che questa è seguita da un'altra, e quando la stessa bandiera sventola in una stazio-ne, il macchinista deve fermare il treno. Nella notte segna la partenza una lanterna abbassata ed elevata verticalmente; bilanciata ad angolo retto la lanterna significa fermate, e dinota addietro il treno quando colla lanterna si segna un circolo.

DIARIO

Il Morning Post scrive quanto segue a pro-posito del viaggio dello czar in Inghilterra: « È definitivamente stabilito che Sua Maestà l'Imperatore di Russia giungerà a Wind-sor nel giorno 13 maggio per rendere visita alla regina. Lo czar sbarcherà a Gravesend nella mattina di questo medesimo giorno e andrà direttamente a Windsor lungo la stessa strada percorsa dal duca e dalla duchessa di Edimburgo al loro arrivo nell'Inghilterra. Alla stazione di Windsor Sua Maestà imperiale sarà ricevuta da una guardia d'onore distac-cata dal Foot Guards, e verrà scortata attra-verso alla città da un distaccamento delle Life Guards. La visita di Sua Maestà l'impe-ratore alla regina, a Windsor, durerà quattro giorni, dopo i quali lo czar si trasferirà al pa-lazzo di Buckingham, ch'egli abiterà durante il suo soggiorno nell'Inghilterra. » I giornali inglesi fanno commenti sul risul-tamento delle due recenti elezioni di Hackney, dalle quali alcuni periodici non mancano di dedurre che la corrente politica, dalla quale i toristi furono portati al potere, abbia già so-scitato una deviazione. Nelle ultime elezioni ge-nerali era riuscito ai toristi di procurare il so-pravvento in questa circoscrizione elettorale a uno dei loro candidati. Ma quella elezione era stata annullata per qualche difetto di forma. Ora gli elettori di questo sobborgo di Londra, convocati nuovamente, non hanno più riete-rite il luogotenente Gill, il candidato vincito-re di due mesi fa, mentre che i due liberali trionfarono con una considerevole maggio-ranza di suffragi. Uno dei due liberali eletti è il rinomato economista Fawcett.

Alla Camera prussiana dei deputati, nella seduta del 28 aprile, il ministro di finanza co-municò l'esposizione finanziaria dell'anno 1873, gli introiti del quale superarono di circa 34 milioni di talleri il preventivo, mentre le spese oltrepassarono il preventivo per circa 12 milioni; le spese impreviste salirono a 840,000 talleri, rimanendo così un avanzo disponibile di circa 22 milioni di talleri. Il ministro presentò inoltre un piano di ammortiz-zamento del debito pubblico, mediante il quale il medesimo, fino dal principio del 1875, verrebbe alleggerito di oltre a due milioni di talleri.

È noto che il dispaccio del signor Beust, del 20 luglio 1870, fu l'oggetto di una inter-pellazione nella Camera ungarica dei deputati. I giornali ungheresi ci sono quasi sono le questioni mosse a questo riguardo dal signor Iranyi, deputato dell'estrema sinistra. Anzi tutto egli interrogò il governo per sapere se il dispaccio pubblicato è autentico; nel caso af-fermativo, l'interpellante vorrebbe sapere se l'alleanza offensiva e difensiva, di cui si fa tenno nel dispaccio del 20 luglio, fu conclusa coll'assenso del governo ungarico; chiese fi-nalmente che il testo del suddetto trattato di alleanza venga comunicato alla Camera. Il primo ministro disse che risponderà in una ulteriore seduta. Frattanto la Presse di Vienna, commen-dando l'interpellanza Iranyi, afferma che essa non potrebbe provocare nuove spiega-

zioni sulla politica praticata nel 1870 dall'Au-stria rispetto alla Francia. Tali spiegazioni potrebbero divenire possibili soltanto quando il duca di Gramont pubblicasse, su questa medesima questione, quei documenti finora ignoti, e ch'egli dice di possedere. È stato distribuito alle Delegazioni dell'Au-stria-Ungheria il Libro Rosso. È un libro assai voluminoso che contiene 142 documenti: 98 dei quali concernono gli affari della Spa-gna e la situazione del Libano; 83, il canale di Suez; 31, varie altre questioni.

La seconda Camera del Reichsrath au-striaco dovrà tra breve occuparsi di una pro-posta costituzionale, diretta a modificare il modo di elezione dei membri della delega-zione cisleitana. La Dieta ungarica, come è noto, nomina i suoi delegati togliendoli dal proprio seno senza distinzione di provincia, nè di nazionalità. Così pure fa la Camera austriaca dei signori; ma quella dei deputati nomina per ogni provincia un numero deter-minato di delegati; dalla quale anomalia ri-sulta che la delegazione cisleitana non emana più, strettamente parlando, dalla popolazione cisleitana, come la Camera stessa dopo la nuova legge elettorale, ma bensì dalle Diete provinciali che non hanno più il diritto di no-minare i deputati al Parlamento.

Il Journal des Débats ha ricevuto dal mi-nistro dell'interno un comunicato nel quale è detto che nell'altro comunicato che venne spedito all'Esperance du Peuple per occasione della lettera del signor de la Rochette, non esiste oscurità di sorta e che il duca di Broglie ed il visconte d'Harcourt non hanno assenti impegni con chiechessa nè a nome del mares-ciallo presidente, nè a nome proprio.

Al comunicato che gli è diretto il Journal des Débats fa i commenti che seguono: « Que-sto comunicato non elucida neppur esso com-piutamente la questione sollevata dalla let-tera del signor de la Rochette. Per veder chiaro in questa discussione conviene risalire alla sua origine. »

L'onorevole deputato della Loira In-fiorata aveva affermato che taluni membri della destra avevano ricevuto da persone autoriz-zate delle assicurazioni per le quali furono indotti a dare voto favorevole alla legge di proroga. L'Esperance du Peuple aggravando le asserzioni del suo corrispondente ha cre-duto di poter attribuire ai signori de Broglie e d'Harcourt gli impegni dei quali parlava la lettera del signor de la Rochette, e di insi-nuare inoltre che essi erano stati presi a nome del maresciallo. Un comunicato ha fatto sa-pere che questi signori non hanno promessa alcuna cosa a nome del maresciallo. Allora noi ci siamo permessi di fare osservare che poteva ancora credersi ad assicurazioni date senza che il nome del maresciallo ci entrasse. Oggi ci si fa sapere che i signori de Broglie e d'Harcourt respingerebbero del pari il rim-provero che venisse loro diretto d'aver as-sunti degli impegni in loro nome personale.

Quest'ultima dichiarazione circoscrive ve-ramente la polemica. Le persone autorizzate alle quali ha alluso il signor de la Rochette non sono quelle indicate dal foglio legitimista. Bisogna cercarle altrove; poichè il signor de la Rochette che ha conversato con loro non può essere stato vittima di una allucinazione e, come lui, non possono esserne stati vittima quegli altri uomini del suo partito i quali as-sistero ai colloqui.

Resta adunque che si sappia quali sono le persone delle quali si tratta e sino a qual punto esse poterono reputarsi autorizzate. Tocca al signor de la Rochette il dipanare questa matassa, ora che il ministero ha rispo-ste a tutto quanto lo concerneva, particolar-mente e non è quindi più in alcuna guisa im-pugnato nella questione. »

Il Journal Officiel pubblica il prospetto delle contribuzioni si dirette che indirette nel primo trimestre dell'anno in corso.

Le contribuzioni dirette hanno dato un introito di franchi 115,736,000, che rappresentano milioni 5 1/2 in più dei due dodicesimi sca-duti, ma l'anno scorso l'anticipazione alla medesima epoca era di 7 milioni. Inoltre le spese processuali, che l'anno scorso furono di franchi 1 07 0/100, questo anno sono state di franchi 1 13.

Tali risultati svantaggiosi vengono in mas-sima parte attribuiti agli scarsi raccolti del-l'anno scorso tanto dei grani quanto delle uve, per cui i proprietari si trovarono poco in grado di soddisfare le loro quote d'imposte. Le contribuzioni indirette erano state pre-viste per il primo trimestre nella somma di fran-chi 442,344,000; ma gli introiti di contiguiti sono stati di un milione al disotto delle pre-visioni del bilancio.

Il ritardo frapposto dall'Assemblea nel vo-tare le imposte vi ha contribuito per una parte, e lo stogamento degli affari in un colle incertezze politiche hanno fatto il rimanente.

Il corrispondente parigino del Journal de Genve dice che la grande maggioranza del partito legitimista non dispera di far aggor-nare la discussione delle leggi costituzionali o almeno di quella relativa alla trasmissione dei poteri pubblici. « È da questo lato che essa rivolge i suoi sforzi principali lasciando che l'avanguardia della legittimità sogni essa le proposte monarchiche ed altre temerità di questa specie. Per quante illusioni possano farsi i monarchici sulle disposizioni della pub-blica opinione, essi sanno bene, soprattutto dopo la visita che hanno ora fatta ai loro dipartimenti, che un tentativo di restaurazione in questo momento sarebbe una vera follia. La loro ambizione è più modesta; essi non cercano che di guadagnar tempo, di prolun-gare lo status quo con insignificanti modifica-zioni e di evitare tutto che possa contribuire al riconoscimento formale della repubblica. »

L'Imperial di Madrid scrive quanto segue: « Le notizie ricevute dal campo di Santander sono soddisfacentissime; le truppe sono piene di entusiasmo. Il marchese del Duero passò una rivista parziale delle truppe destinate particolarmente a combattere sotto i suoi ordi-ni. Egli ha fatto un'accurata ispezione di tutti i battaglioni, ciascuno separatamente; quindi, ritirati in cerchio gli ufficiali e sottuffi-ciali, loro diresse alcune parole efficaci esor-tandoli a compiere il loro dovere da uomini di cuore. »

Senato del Regno.

Ordine del giorno per lunedì 4 maggio 1874 alle ore 2 pomeridiane.

Riunione negli Uffici per l'esame dei se-guenti progetti di legge:

- 1. Riforma del Monte di Pietà di Roma (N. 45).
- 2. Appalto dello stabilimento salifero e bal-neario di Salvo (N. 46).

Commissione nominata dall'Ufficio di Presidenza in seguito a delegazione dal Senato, per l'esame del progetto di legge relativo all'esercizio delle professioni di avvocato e procuratore (n. 44): Senatori: Astengo, Vacca, Dell'iplo, Gadda, Miraglia, Borgatti, Errante, Trombetta, Corsi Tommaso.

Camera dei Deputati.

Nella tornata di ieri la Camera ebbe l'an-nunzio della morte del deputato Manzella, del quale il Presidente e i deputati Miceli e Pisanello deplorarono la perdita. Le fu poscia data lettura di due proposizioni di legge, ammesse dagli Uffici, e presentate dai deputati Botta, Di Rudini e Di Cesarò per la modificazione delle circoscrizioni territoriali dei comuni di Nofo, Girgenti, Naro e di altri comuni finitimi. Udì in appresso svolgersi dal deputato Corte una interrogazione indirizzata da esso e dal deputato Perrone al Ministro della Guerra circa una voce che corre, del passaggio della direzione della difesa delle coste, dal Mini-stero della Guerra a quello della Marina; alla quale interrogazione il Ministro rispose con-firmando la voce e facendo alcune dichiara-zioni. Continuò infine la discussione del titolo de' provvedimenti finanziari che riguarda la tassa del macinato, e ne approvò altri due articoli, di cui trattarono i deputati Musi, Landuzzi, Calciati, Sorrentino, Brescia Morra, Lovito, Alisi, Torrigiani, Branca, Botta, Nico-tera, Pisavini, Della Rocca, La Porta, il Mini-stro delle Finanze e il Regio commissario Ca-salini.

Dispacci elettrici privati

AGENZIA STEFANI. ATENE, 29. — Zaimis, chiamato dal re per formare il nuovo gabinetto, rimase in favore di Cumanduros, il quale fu oggi incaricato di for-mare il ministero.

MADRID, 30. — Dispaccio ufficiale. — Avanti ieri incominciarono i movimenti dell'esercito. Il 3° corpo dell'esercito del Nord, comandato dal marchese del Duero, e le forze che sono sotto gli ordini del generale in capo, aprirono simul-taneamente il fuoco dopo mezzogiorno, impos-sessandosi delle posizioni chiamate Las Muncas, Las Cortes, e di tutte le altre che i comandanti erano profissi di prendere. Ieri il fuoco continuò e il 3° corpo si avanzava.

LONDRA, 30. — Il Times ha il seguente di-spaccio da Washington in data del 29:

Il Senato votò nuovamente il progetto di legge relativo alla carta monetata con 84 voti contro 80; ma, essendo la maggioranza minore dei due terzi, avrà vigore il veto del presidente.

FIRENZE, 30. — La Nazione annunzia che Tommaso fu colpito d'apoplezia. Lo stato del-l'illustre infermo è gravissimo.

LONDRA, 30. — La Banca d'Inghilterra rialzò lo sconto al 4 per cento.

CAGLIARI, 30. — Leggesi nell'Avvenire di Cagliari: Oggi, proveniente da Tunisi e conti-nuando per Napoli, giunse col due figli la prin-cipessa di Assia Philippthal, già duchessa di Wurtemberg. Le LL. AA. viaggiano in inco-gnito. Il bey fece loro un ricevimento ufficiale.

COSTANTINOPOLI, 30. — Il principe Milano è arrivato ed andò immediatamente a visitare il sultano. Il principe si recò quindi alla Sublime Porta, ove fu ricevuto dal gran visir e da tutti i ministri con grandi dimostrazioni d'onore.

Le notizie di Bagdad, in data del 29 corrente, recano che le acque del Tigri si abbassano, ma che non sono scomparsi tutti i timori. Le linee telegrafiche sono rotte.

Le notizie circa la fame nell'Asia minore sono desolanti. Si organizzano soccorsi dal governo e dai privati.

PARIGI, 30. — Corro voce che il conte di Chambord sia partito ieri da Frohsdorf e che sia atteso fra breve a Versailles.

Un dispaccio carlista in data di Durango, 29, dice: Ieri il generale Concha penetrò nella valle di Muncas, ma fu obbligato dai carlisti a fer-marsi a tre leghe da Valsameda.

BARCELONA, 29. — Presso Reus ebbe luogo un sanguinoso combattimento. I carlisti furono battuti. Mancano i dettagli.

I carlisti fucilarono a Berga due giovani in causa delle loro opinioni liberali.

Confermasi l'ingresso del principe Alfonso in Catalogna. Egli è accompagnato da sette ge-nerali.

MADRID, 30. — Dispaccio ufficiale. — La bat-taglia ricominciò ieri alle ore 4 1/2 antimeridiane. Le truppe continuano ad avanzarsi. Il generale Concha occupò con poche perdite le posizioni di Valleneda e Berrano occupò Montalano.

PESTH, 30. — In una riunione del partito Deak, il ministro delle finanze Chyexy dichiarò che egli pure considera la fondazione di una Banca nazionale indipendente come assai van-taggiosa, ma che la crede per ora inopportuna.

Borsa di Firenze — 30 aprile.

Table with 2 columns: Rend. Ital. 5 0/0, Id. id. (god. 1° luglio 73), etc. Values range from 71.20 to 250.

OSSEVATORIO DEL COLLEGIO ROMANO Addì 30 aprile 1874.

Table with 5 columns: 7 ant., Mercoledì, 8 pom., 9 pom., Osservazioni meteorologiche. Includes barometer, thermometer, and state of sky data.

LISTINO UFFICIALE DELLA BORSA DI COMMERCIO DI ROMA del di 1° maggio 1874.

Table with 6 columns: VALORI, DICHIARATO, Valori, CONTANTI, FINE CORRENTE, FINE FINESTRA. Lists various financial instruments and their values.

CAMBII

Table with 4 columns: CAMBII, VALORI, LETTERA, DANARO, Rendite. Lists exchange rates for various locations like Ancona, Bologna, etc.

Borsa di Vienna — 30 aprile.

Table with 2 columns: Mobiliare, Lombardi, Banca Anglo-Austriaca, etc. Values range from 141 to 312.50.

Borsa di Londra — 30 aprile.

Table with 2 columns: Consolidato inglese, Rendita Italiana, Turco, etc. Values range from 92 1/2 to 93 1/2.

Borsa di Parigi — 29 aprile.

Table with 2 columns: Rendita francese 3 0/0, Id. id. 5 0/0, Banca di Francia, etc. Values range from 85.40 to 92.75.

Borsa di Berlino — 30 aprile.

Table with 2 columns: Antracite, Lombardi, Mobiliare, Rendita Italiana, Banca Franco-Italiana, Rendita turca. Values range from 41 to 190 1/4.

MINISTERO DELLA MARINA

Ufficio centrale meteorologico. Firenze, 30 aprile 1874, ore 15.40. Mare grosso a Torre Miletto, agitato in quasi tutto il basso Mediterraneo ed il basso Adriatico, calmo o mosso altrove. Venti forti di nord soffiavano in tutta l'Italia meridionale e nel nord della Sardegna. Le perturbazioni sono aumentate fino a 5 millimetri nella Corsica e nel sud d'Italia, leggermente oscillanti altrove. Dominò il cielo nuvoloso nella penisola, ed il cielo è coperto in Sicilia. Stanotte il termometro scese a zero a Camerino. Sono probabili nuovi turbe-menti ben mare agitato in vari punti del Medi-terraneo.

OSSEVAZIONI

Primi fatti del 5 0/0: 1° semestre 1874 73 00 cont.; 73 1/2, 90, 62.50. Cert. annua 1860/64 73.10. Fucile Rothschild 74.40. Banca Italo-Germanica 241, 40 50, 240.

OSSEVAZIONI

Il Sindaco: A. PIRRI. Il Deputato di Borsa: P. LUIGIONI.

